

Suicides dans le monde paysan : quand est-ce qu'on agit sur les causes ?

Détecter plus les agriculteurs en détresse n'enrayera pas le phénomène.

605, c'est le nombre de suicides dans le monde agricole en 2015¹. 233 salarié.e.s, et 372 agriculteurs et agricultrices ont mis fin à leur jour sans réaction à la hauteur des enjeux. Des chiffres qui montrent l'impasse du modèle de développement agricole industriel.

Nous qui accompagnons et défendons au quotidien des agriculteurs en difficultés, nous affirmons que ces paysan.ne.s ne sont pas des statistiques. Derrière chaque suicide, c'est une personne qui souffre et a perdu tout espoir. C'est une famille dont la vie est brisée, des enfants dont un des parents est parti pour toujours. Ces souffrances sont l'effet d'une violence insupportable faite aux paysan.ne.s que nous dénonçons.

Depuis 2019, avec l'immense succès du film *Au nom de la terre* et la médiatisation du sujet, les politiques commencent à s'intéresser au suicide des paysan.ne.s. Une mission parlementaire sur les difficultés en agriculture et la prévention du suicide a été confiée par le Premier ministre à Olivier Damaisin, qui a présenté son rapport en décembre 2020. Ce rapport ne parle que de repérage, fichage, mentorat, communication, ignorant totalement les hommes, les femmes qui devraient être au centre d'un tel travail. A aucun moment il ne se questionne sur les causes de ce mal-être. Contrairement aux sénateurs Françoise Férat et Henri Cabanel qui ont présenté le 17 mars, 64 recommandations. Ils appellent l'Etat à se mobiliser, notamment sur la question cruciale de la faiblesse des revenus des agriculteurs.

Il faut revenir au sortir de la seconde guerre mondiale et des lois d'orientations agricoles de 1960-62, pour comprendre les responsabilités. Le pouvoir politique et ce que l'on appelait alors « la profession » (c'est-à-dire les organisations agricoles institutionnelles : syndicalisme majoritaire, coopération, mutualité sociale agricole et chambres d'agricultures) se sont mis d'accord sur la « modernisation de l'agriculture » ; « la profession » gérant le développement agricole, en accord avec le pouvoir politique. En 1955² il y avait 2 307 000 exploitations agricoles, en 2013³ il en restait 451 606 soit une disparition de 1 855 394 exploitations. C'est un autre résultat de cette politique agricole cogérée, de concentration des moyens de production, de l'endettement, de la surcharge de travail, qui a installé le modèle industriel pour lequel l'emploi paysan est toujours la variable d'ajustement au fil des crises. Ce mode de développement cherche à maximiser la production, au détriment de tout ce qui y contribue en réalité : la main d'œuvre paysanne, le sol, l'environnement, etc. Cela explique la dégradation des conditions d'exercice du métier : le travail compulsif, l'isolement des paysans, les crises à répétitions, la fracture avec la société civile... Autant d'éléments qui favorisent la perte de repères et de perspectives pour les paysans et paysannes, et génèrent du désespoir. Soulignons que les bascules politiques n'ont jamais remis en cause ni ce modèle de développement ni l'accord de cogestion avec les organisations agricoles institutionnelles.

Il a été choisi délibérément de sacrifier une partie de ce monde sur l'autel d'intérêts économiques et politiques.

Il a été admis que la totalité du monde paysan n'était pas voué à survivre aux aléas de la mondialisation libérale. Ce postulat de l'économie libérale a fait accepter au monde paysan et à la société civile comme inéluctable toutes les dérives du modèle industriel, par une « *sédimentation de l'inacceptable* ». Marc Crépon désigne par ce terme ces manières de penser et de dire, qui lentement s'installent dans les mœurs et qui font, que ce que l'on n'aurait jamais cru pouvoir accepter, ou tolérer, finit par l'être, sans que plus personne, ou presque ne s'en indigne.

¹ Rapport Charges et produits, MSA 2020

Cette logique qui pousse les uns et les autres dans cette direction est puissante : seules la compétition et la concurrence sont valorisées avec pour conséquence l'élimination des plus faibles au profit des plus forts. Vouloir s'y opposer, c'est aller à contre-courant de l'histoire, des besoins de l'économie et de l'évolution de la société qui en résulte, elle qui s'est accommodée, depuis des décennies, de la disparition progressive d'une partie du monde paysan, au nom d'impératifs qui font peu de cas des drames humains que recouvre cette disparition. Quand cette logique débouche sur 1 suicide de paysan par jour, on peut parler de « *consentement meurtrier* ».

Prétendre défendre une profession dans les discours tout en menant une politique qui les accule à la mort est tout simplement criminel. Il faut en finir avec le modèle industriel. Un autre type de développement agricole est possible, basé sur davantage d'autonomie, de partage, plus respectueux des hommes et des femmes et de l'environnement : les associations du pôle InPACT (initiatives pour une agriculture citoyenne et territoriale) y travaillent avec constance et détermination. L'agriculture est une production hautement stratégique pour notre avenir commun. Nous appelons à un changement radical de politique agricole, qui favorise notamment l'installation de nombreux paysans (1/3 ont plus de 55 ans).

Après le silence et l'indifférence générale sur cette problématique pendant tant d'années, le pire seraient des dispositifs de repérage, de fichage des agriculteurs en difficultés, sans agir sur les causes, les politiques publiques nationales et européennes qui encouragent le modèle agroindustriel et la diminution du nombre de paysan.ne.s. Monsieur le ministre de l'Agriculture, les mesures de politiques publiques que vous allez prendre vont avoir une répercussion importante sur le sort des agriculteurs en détresse et sur l'avenir de l'agriculture française. Vous en porterez la responsabilité.

Jean-François Bouchevreau, président de Solidarité Paysans et Marc Crépon, philosophe, professeur à l'École Normale Supérieure, directeur de recherches au CNRS. Solidarité Paysans est une association de défense et d'accompagnement des agriculteurs en difficultés. www.solidaritepaysans.org